



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2008

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2008, clos le 30 septembre.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2008 et 2007 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2007 (« données comparables » – cf. chapitre 2 des notes annexes au présent rapport).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU TROISIÈME TRIMESTRE

Avec une parité moyenne de \$ 1,50 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 9 % par rapport au troisième trimestre 2007. Cette évolution a eu pour effet mécanique de diminuer de 2 à 3 % les différentes composantes du chiffre d'affaires et de € 0,6 million le résultat opérationnel exprimés à données réelles par rapport aux données comparables.

Recul des commandes dans un contexte de fort ralentissement des marchés

Dans un environnement dégradé depuis le début de l'année, l'activité commerciale a été faible. Après l'accroissement des incertitudes en juillet, la tournure et l'ampleur sans précédent de la crise financière, boursière et bancaire en septembre ont eu pour conséquence directe une nouvelle et brutale détérioration du contexte macroéconomique. Pour y faire face, les gouvernements de tous les grands pays ont adopté des mesures vigoureuses. Néanmoins, l'économie réelle, dans tous ses secteurs, est désormais touchée dans le monde entier. Aux Etats-Unis, en Europe, comme en Inde, en Turquie et maintenant en Chine, les entreprises ont subi de plein fouet un ralentissement de leur propre activité. Leurs performances financières se sont dégradées, leur accès au crédit est plus difficile et beaucoup se trouvent dans l'impossibilité de financer leurs investissements. L'inquiétude et l'attentisme se généralisent, tout comme les mesures drastiques de réduction des coûts et les fermetures d'usine.

Ce constat s'applique à tous les marchés sectoriels et géographiques de la société, aussi bien pour les fabricants, les marques et les donneurs d'ordre que pour les entreprises sous-traitantes. En conséquence, les décisions d'investissement ont été suspendues par un nombre croissant de clients.

Si le recul des commandes enregistrées en juillet et août, période dont l'activité est traditionnellement faible, est resté proche de celui constaté au deuxième trimestre, il s'est fortement accentué en septembre (- 40 % par rapport à septembre 2007). De ce fait, les commandes du troisième trimestre

affichent globalement une diminution de 34 % (– € 8,0 millions) par rapport au troisième trimestre 2007.

Chiffre d'affaires et résultats en baisse

Au total, le chiffre d'affaires du troisième trimestre s'établit à € 48,1 millions, en retrait de 5 % par rapport au troisième trimestre 2007. A données réelles, il diminue de 8 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 22,6 millions) s'inscrit en recul de 13 % alors que les revenus récurrents (€ 25,6 millions) progressent de 3 %.

Le résultat opérationnel s'établit à € 2,2 millions. A données comparables, il est de € 2,8 millions, en baisse de € 1,4 million (– 34 %) par rapport au troisième trimestre 2007. La marge opérationnelle (4,5 %) s'infléchit de 2,4 points.

Le résultat net (€ 1,2 million) diminue, à données réelles, de € 1,1 million par rapport au troisième trimestre 2007.

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué est de € 0,04 (– 48 % et – 47 %, respectivement, par rapport au troisième trimestre 2007).

Identique à celui du troisième trimestre 2007, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent est négatif de € 5,4 millions. Il est négatif de € 5,8 millions après éléments à caractère non récurrent (– € 7,4 millions en 2007).

2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2008

Avec une parité moyenne de \$ 1,52 / € 1 sur les neuf premiers mois de 2008, le dollar s'est inscrit en baisse de 12 % par rapport aux neuf premiers mois de 2007. Cette évolution a eu pour effet mécanique de diminuer de 3 à 4 % les différentes composantes du chiffre d'affaires et de € 2,9 millions le résultat opérationnel exprimés à données réelles par rapport aux données comparables.

Fort recul des commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 56,6 millions, en recul de 25 % (– € 19,9 millions) par rapport aux neuf premiers mois de 2007.

C'est en France (compte tenu du contrat à caractère exceptionnel de € 4,2 millions signé en juin 2007 avec un groupe français leader mondial du luxe) que la diminution a été la plus marquée (– 65 %). L'Europe (hors France) enregistre une baisse globale de 22 %, les Amériques de 27 %, l'Asie-Pacifique de 13 %. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), la baisse est de 28 %.

Le recul des commandes est de 33 % sur le marché de la mode, 42 % dans l'ameublement et 8 % dans l'automobile. Les commandes enregistrées dans les autres industries progressent de 19 %, en particulier grâce à la croissance rapide du marché des éoliennes dans lequel Lectra détient une position forte auprès des fabricants leaders. Ces secteurs ont représenté, respectivement, 57 %, 7 %, 23 % et 13 % des commandes.

Chiffre d'affaires stable

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois s'établit à € 150,9 millions, stable à données comparables par rapport aux neuf premiers mois de 2007. A données réelles, il diminue de 4 %.

L'effet combiné du carnet de commandes de début d'année, en partie livré depuis, et de l'évolution de l'activité en 2008, s'est traduit par une progression du chiffre d'affaires de 11 % en Asie-Pacifique et 1 % en Europe. Dans les Amériques, le chiffre d'affaires recule de 8 %. Ces trois régions ont

représenté, respectivement, 18 %, 59 % (dont 10 % pour la France) et 17 % du chiffre d'affaires global. Les pays du reste du monde (6 % de l'activité du groupe) diminuent de 7 %.

Recul du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 22,2 millions) diminue de 5 %. Comme pour les neuf premiers mois de 2007, il contribue à hauteur de 15 % au chiffre d'affaires global.

Les équipements de CFAO (€ 44,7 millions) affichent un recul de 2 % et représentent 30 % du chiffre d'affaires global (31% en 2007).

Par ailleurs, le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 6,2 millions) augmente de 4 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 73,8 millions) recule de 3 %. Il représente 49 % du chiffre d'affaires global (51 % en 2007).

Croissance des revenus récurrents

Les revenus récurrents (€ 77,1 millions) augmentent de € 3,1 millions (+ 4 %) et représentent 51 % du chiffre d'affaires global (49 % en 2007).

Les contrats récurrents – qui à eux seuls contribuent à 63 % des revenus récurrents et à 32 % du chiffre d'affaires global – enregistrent une croissance de 3 %, contre une anticipation de 6 à 7 % par la société. Cet affaiblissement résulte d'un taux d'annulation supérieur aux niveaux statistiques historiques, conséquence directe du contexte macroéconomique dégradé : arrêt ou baisse d'activité, actions de réduction des coûts de la part de certains clients. Concernant près des deux tiers des 20 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 21,7 millions) augmentent de 5 % et représentent 14 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 26,7 millions) s'inscrivent en hausse de 2 % et représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 27,2 millions) progresse de 6 %.

Ainsi, une fois encore, les revenus récurrents ont démontré qu'ils constituaient, dans le modèle économique de l'entreprise, un facteur essentiel de stabilité et un amortisseur en période de conjoncture économique difficile.

Importante diminution du carnet de commandes

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois ayant été supérieur au montant des commandes enregistrées au cours de la période, le carnet de commandes des nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO au 30 septembre 2008 (€ 11,3 millions) diminue fortement (– € 8,5 millions par rapport au 31 décembre 2007).

Le carnet de commandes comprend € 7,8 millions livrables au quatrième trimestre 2008 et € 3,5 millions en 2009 et 2010.

Marge brute globale en léger repli

Le taux de marge brute global s'établit à 65,7 %.

A données comparables, son repli de 1,3 point par rapport aux neuf premiers mois de 2007 (68,1 %) provient essentiellement d'une diminution de la marge brute sur les ventes de nouveaux systèmes, du fait d'un mix produits et d'un mix pays différents entre 2007 et 2008.

Frais généraux sous contrôle

Les frais généraux s'établissent à € 94,1 millions, en diminution de 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2007. Ils se décomposent ainsi :

- € 88,3 millions de frais fixes et de provisions, en diminution de € 1,4 million (- 2 %) ;
- € 5,7 millions de frais variables (- 10 %).

Les dépenses de recherche et de développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes indiqués ci-dessus. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France – qui intègre les conditions favorables des nouvelles modalités de calcul en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 –, ainsi que des subventions liées à des programmes de R&D, elles s'élèvent à € 14,0 millions et représentent 9,3 % du chiffre d'affaires (€ 12,9 millions et 8,3 % pour les neuf premiers mois de 2007). Les frais nets de recherche et de développement, après déduction du crédit d'impôt recherche et des subventions, s'établissent à € 8,0 millions (€ 10,4 millions en 2007).

Le climat particulièrement dégradé des affaires a conduit la société à adopter des mesures visant à limiter ses engagements de dépenses et, plus généralement, à renforcer davantage la rigueur dans la gestion de ses frais généraux. S'ajoutant à l'effet positif du crédit d'impôt recherche, ces mesures expliquent la réduction de 2 % des frais généraux fixes, alors que ceux-ci étaient prévus en hausse de 3 % en début d'année.

Résistance du résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à € 5,1 millions. A données comparables, il est de € 8,0 millions, en augmentation de € 0,4 million (+ 5 %) par rapport au résultat opérationnel des neuf premiers mois de 2007.

La marge opérationnelle est de 3,4 %. A données comparables, elle s'élève à 5,1 %, en amélioration de 0,3 point par rapport à 2007.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 2,8 millions, dont € 2,1 millions correspondent au coût financier du prêt à moyen terme de € 48 millions mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital, réalisée en mai 2007. Le résultat de change est négatif de € 0,3 million.

Compte tenu d'un produit d'impôt de € 0,8 million, le bénéfice net s'établit à € 2,8 millions, en diminution à cours de change réels de € 2,0 millions par rapport aux neuf premiers mois de 2007.

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué est de € 0,10 contre € 0,15 pour la même période en 2007.

Cash-flow libre négatif

Le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent, négatif de € 5,9 millions, marque une amélioration de € 2,0 millions par rapport aux neuf premiers mois de 2007.

Le cash-flow libre après décaissement de € 1,6 million d'éléments à caractère non récurrent est négatif de € 7,5 millions (€ 13,1 millions en 2007) Il résulte d'une capacité d'auto financement d'exploitation de € 6,4 millions, d'une augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement de € 10,9 millions et d'investissements de € 3,1 millions.

La variation du besoin en fonds de roulement résulte principalement des effets négatifs du non-encaissement de € 5,1 millions de crédit d'impôt recherche, du paiement de € 2,0 millions en 2008 de la partie variable des rémunérations et de la prime d'intéressement 2007, et du décaissement de € 1,6

million d'éléments à caractère non récurrent. L'augmentation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité opérationnelle courante s'élève de ce fait à € 2,2 millions.

Structure financière

Au 30 septembre 2008, les capitaux propres s'élèvent à € 29,0 millions (€ 26,3 millions au 31 décembre 2007).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le cadre du contrat de liquidité signé avec SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 1,4 million (€ 0,6 million au 31 décembre 2007).

La trésorerie disponible s'établit à € 9,6 millions (€ 10,9 millions au 31 décembre 2007).

Les dettes financières s'élèvent à € 68,4 millions (€ 61,7 millions au 31 décembre 2007). € 48,0 millions correspondent au prêt à moyen terme, € 18,7 millions à l'utilisation de lignes de crédit de trésorerie (€ 12,6 millions au 31 décembre 2007), résultant de l'augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement, et plus particulièrement de l'absence d'encaissement provisoire du crédit d'impôt recherche.

Les dettes financières nettes s'élèvent en conséquence à € 58,8 millions (€ 50,8 millions au 31 décembre 2007).

Du fait de la trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose au 30 septembre 2008 de € 20 millions pour assurer sa liquidité. Parallèlement, elle bénéficie d'une créance certaine sur l'Etat français d'un montant total de € 13,1 millions correspondant aux crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis 2005, remboursables au plus tard 3 ans après leur comptabilisation (*cf. chapitre 10.3 des notes annexes au présent rapport*).

La société s'est engagée vis-à-vis des établissements prêteurs au titre du prêt à moyen terme de € 48 millions (*cf. chapitre 10.1 des notes annexes au présent rapport*), à respecter, au 31 décembre de chaque année, certains ratios financiers. La société anticipe que ces ratios au 31 décembre 2008 ne seront vraisemblablement pas respectés et a récemment contacté les banques prêteuses en vue de conclure un accord aux termes duquel ces dernières renonceraient à se prévaloir du non-respect de ces *covenants*.

Litige en cours

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI), relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas, est toujours en cours (*cf. chapitre 7 des notes annexes au présent rapport*).

Les dernières audiences devant le tribunal arbitral ont eu lieu en novembre 2007. Le Tribunal a informé les parties le 10 octobre 2008 qu'il prévoit de conclure ses délibérations début novembre et de soumettre à la Cour internationale d'arbitrage son projet de sentence en décembre. Le Tribunal a précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

Selon les procédures de la CCI, la Cour internationale d'arbitrage doit ensuite revoir et approuver le projet de sentence avant que celle-ci soit notifiée aux parties. Compte tenu des informations reçues du Tribunal, la société prévoit que la sentence arbitrale devrait être rendue et communiquée aux parties au plus tôt fin décembre 2008, et plus vraisemblablement au premier trimestre 2009.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2008, le capital social est de € 27 640 648,58 divisé en 28 495 514 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (cf. chapitre 8 des notes annexes au présent rapport). Au 31 décembre 2007, il était de € 42 715 348,50 divisé en 28 476 899 actions d'une valeur nominale de € 1,50.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, 18 615 actions, résultant de la levée d'options de souscription d'actions, ont été créées.

Le 20 octobre 2008, la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 5 % du capital de la société et détenir à cette date 5,06 % du capital et 4,98 % des droits de vote. Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le début de l'année.

A la date du présent rapport, le capital est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 39,0 % du capital et 38,8 % des droits de vote ;
- les sociétés Financière de l'Echiquier (France) et Insinger de Beaufort AM NV (Pays-Bas), pour le compte des OPCVM gérés par elles et de leurs clients, détiennent plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 5 % du capital et moins de 5 % des droits de vote.

Enfin, la société détient 1,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité.

Évolution du cours de bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2008, le cours de bourse de l'action Lectra était de € 3,90, en baisse de 32 % par rapport au 31 décembre 2007 (€ 5,75). Depuis le 1^{er} janvier 2008, le cours a affiché un plus haut de € 5,80 le 2 janvier et un plus bas de € 2,87 le 5 septembre. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small 190 ont, respectivement, diminué de 28 % et 24 %.

Cette forte baisse s'est réalisée dans des volumes particulièrement étroits : selon les statistiques d'Euronext, 2,3 millions d'actions ont été échangées, soit une diminution de 72 % par rapport à la même période en 2007. Le montant des capitaux échangés (€ 8,9 millions) a baissé de 82 %.

L'action Lectra fait notamment partie des indices SBF 250, CAC Small 90 et CAC Mid&Small 190.

4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DU TRIMESTRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2008 seront publiés le 12 février 2009, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

En présentant le 11 février 2008 l'évolution prévisible de l'activité de la société, le Conseil d'Administration avait en particulier souligné, dans les conditions macroéconomiques qui demeuraient très incertaines, la difficulté de formuler des perspectives pour 2008 et à moyen terme.

La conjoncture des prochains mois devrait rester fortement dégradée. La faiblesse des commandes devrait donc perdurer sans qu'il soit possible d'estimer à ce stade l'ampleur du recul, compte tenu d'une visibilité particulièrement faible.

Comme indiqué précédemment, cette situation a conduit la société à adopter une attitude extrêmement prudente et à renforcer sa rigueur dans la gestion de ses frais généraux ; ceux-ci continueront de s'inscrire en baisse par rapport au quatrième trimestre 2007.

Par ailleurs, après le franchissement du seuil de \$ 1,60 / € 1 le 15 juillet 2008, le dollar a commencé de s'apprécier en août, terminant le trimestre avec une parité de \$ 1,43 / € 1 le 30 septembre (\$ 1,25 / € 1 à la date du présent rapport). Profitant de ce redressement, la société a couvert le 10 octobre son exposition nette estimée pour le quatrième trimestre, par des ventes de devises à terme sur la base d'une parité de \$ 1,36 / € 1. En revanche, elle n'a pas couvert son exposition pour 2009, le coût d'une telle opération étant jusqu'à ce jour jugé prohibitif.

Dans ce contexte, compte tenu de la faiblesse du carnet de commandes au 30 septembre, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2008 devrait s'inscrire en baisse de l'ordre de 20 % à données comparables, et le résultat opérationnel devrait néanmoins rester positif ou voisin de l'équilibre.

Dans son rapport du 12 février 2009 sur les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, la société communiquera son appréciation des perspectives 2009. Elles tiendront compte de l'évolution constatée d'ici là du contexte macroéconomique et de son activité. Si la crise financière et ses conséquences sur l'économie mondiale continuent d'affecter l'activité commerciale de la société, le renforcement du dollar, s'il devait perdurer, aurait, à l'inverse, un double effet positif : un effet mécanique sur son activité et ses résultats (*cf. chapitre 12 des notes annexes au présent rapport*), et un renforcement de sa compétitivité (son principal concurrent est en effet américain).

A moyen terme, une fois la crise passée, la société continue de rester confiante sur la solidité de son modèle d'entreprise et ses perspectives de croissance.

Le Conseil d'Administration

Le 28 octobre 2008

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Fait à Paris, le 28 octobre 2008

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30 septembre 2008	31 décembre 2007	30 septembre 2007
Ecarts d'acquisition	36 375	36 465	36 749
Autres immobilisations incorporelles	5 908	5 727	5 766
Immobilisations corporelles	14 857	15 236	15 460
Actifs financiers non courants	1 758	1 802	1 805
Impôts différés	11 224	9 327	9 497
Total actif non courant	70 122	68 557	69 277
Stocks	29 791	30 156	32 860
Clients et comptes rattachés	37 769	49 806	42 260
Autres actifs courants	25 498	19 133	18 489
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 558	10 897	8 763
Total actif courant	102 616	109 992	102 372
Total actif	172 738	178 549	171 649
PASSIF	30 septembre 2008	31 décembre 2007	30 septembre 2007
Capital social	27 641	42 715	42 523
Primes d'émission et de fusion	1 033	976	606
Actions détenues en propre	(1 377)	(581)	(311)
Résultats accumulés non distribués	7 354	(13 903)	(14 185)
Ecarts de conversion	(8 475)	(8 719)	(8 581)
Résultat	2 790	5 811	4 833
Capitaux propres	28 966	26 299	24 885
Engagements de retraite	3 685	3 518	3 673
Emprunts et dettes financières à long terme	49 546	48 849	48 650
Total passif non courant	53 231	52 367	52 323
Fournisseurs et autres passifs	39 283	51 964	47 018
Produits constatés d'avance	29 919	32 522	28 416
Dettes d'impôt exigible	740	454	603
Emprunts et dettes financières à court terme	18 844	12 817	16 050
Provisions	1 756	2 126	2 354
Total passif courant	90 542	99 883	94 441
Total passif et capitaux propres	172 738	178 549	171 649

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2008 (Trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2008 (Neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2007 (Trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2007 (Neuf mois)
Chiffre d'affaires	48 131	150 899	52 281	156 457
Coût des ventes	(16 438)	(51 745)	(16 651)	(49 931)
Marge brute	31 693	99 154	35 630	106 526
Frais de recherche et de développement	(2 168)	(8 009)	(3 216)	(10 430)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 358)	(86 055)	(28 252)	(88 524)
Résultat opérationnel	2 167	5 090	4 162	7 572
Produits financiers	141	244	91	291
Charges financières	(1 074)	(3 030)	(968)	(1 466)
Résultat de change	66	(321)	(361)	(469)
Résultat avant impôts	1 300	1 983	2 924	5 928
Impôt sur le résultat	(62)	807	(556)	(1 095)
Résultat	1 238	2 790	2 368	4 833
Résultat par action (en euros)				
Résultat :				
- de base	0,04	0,10	0,08	0,15
- dilué	0,04	0,10	0,08	0,15
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :				
- résultat de base	28 199 804	28 266 334	28 191 044	32 367 770
- résultat dilué	28 199 804	28 266 334	28 590 916	32 796 881

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2008 (Neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2007 (Neuf mois)
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat consolidé	2 790	4 833
Amortissements et provisions d'exploitation	5 435	4 385
Eléments non monétaires du résultat	14	451
Frais de mise en oeuvre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) comptabilisés en capitaux propres	0	(380)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	(15)	(8)
Variation de l'impôt différé	(1 786)	(716)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	6 438	8 565
Variation des stocks et en-cours	(1 762)	(7 721)
Variation des créances clients et comptes rattachés	9 535	3 417
Variation des autres actifs et passifs courants	(18 641)	(13 107)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(10 868)	(17 411)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	(4 430)	(8 846)
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 175)	(853)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 922)	(3 432)
Cession d'actifs immobilisés corporels et incorporels	7	64
Acquisitions d'immobilisations financières	(1 123)	(1 060)
Cessions d'immobilisations financières	1 140	1 025
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 073)	(4 256)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	86	2 342
Versement de dividendes	0	(5 198)
Achats par la société de ses propres actions	(1 031)	(4 809)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA)	0	(47 687)
Ventes par la société de ses propres actions	144	4 095
Accroissement des dettes financières à long terme et court terme	800	63 907
Remboursement des dettes financières à long terme et court terme	(74)	(507)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(75)	12 143
Variation de la trésorerie	(7 578)	(959)
Trésorerie à l'ouverture	(1 715)	9 997
Variation de la trésorerie	(7 578)	(959)
Incidence des variations de cours des devises	128	(275)
Trésorerie à la clôture	(9 165)	8 763
Cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent	(5 949)	(7 918)
Eléments à caractère non récurrent du cash-flow libre	(1 554)	(5 184)
Cash-flow libre	(7 503)	(13 102)
Impôts payés, nets	289	1 253
Intérêts payés	2 675	1 023

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions détenues en propre	Résultats accumulés non distribués	Ecart de conversion	Résultat	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social						
Au 1^{er} janvier 2007	35 772 448	1,50	53 659	3 944	(4 099)	14 700	(8 141)	12 136	72 199
Frais de mise en oeuvre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA)						(380)			(380)
Variation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt (partie efficace)						(365)			(365)
Ecart de conversion							(440)		(440)
Total des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						(745)	(440)		(1 185)
Résultat								4 833	4 833
Total des profits et pertes comptabilisés au titre de la période						(745)	(440)	4 833	3 648
Juste valeur des options de souscription d'actions						402			402
Exercice d'options de souscription d'actions	432 466		776	1 565					2 341
Annulation par la société de ses propres actions	(876 612)		(1 315)	(3 525)	4 840				0
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(1 052)				(1 052)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions						225			225
Rachat et annulation d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA)	(7 064 792)		(10 597)	(1 378)		(35 712)			(47 687)
Versement de dividendes						(5 198)			(5 198)
Affectation du résultat de l'exercice antérieur						12 136		(12 136)	0
Autres variations						7			7
Au 30 septembre 2007	28 263 510	1,50	42 523	606	(311)	(14 185)	(8 581)	4 833	24 885
Au 1^{er} janvier 2008	28 476 899	1,50	42 715	976	(581)	(13 903)	(8 719)	5 811	26 299
Variation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt (partie efficace)						79			79
Ecart de conversion							244		244
Total des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						79	244		323
Résultat								2 790	2 790
Total des profits et pertes comptabilisés au titre de la période						79	244	2 790	3 113
Juste valeur des options de souscription d'actions						324			324
Exercice d'options de souscription d'actions	18 615		28	57					86
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(796)				(796)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions						(61)			(61)
Réduction du capital social		(0,53)	(15 103)			15 103			0
Affectation du résultat de l'exercice antérieur						5 811		(5 811)	0
Autres variations						2			2
Au 30 septembre 2008	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 377)	7 354	(8 475)	2 790	28 966

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2008

Les notes annexes font partie intégrante du rapport financier.

1. ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Lectra, créée en 1973, cotée sur Euronext Paris (compartiment B) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, les éoliennes, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags, ...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (Product Lifecycle Management, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le time-to-market, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de mass customisation, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception des PC et périphériques et de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants et testés sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de 1 550 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

La société dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 20 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2007, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq Call Centers internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, les États-Unis et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son International Advanced Technology & Conference Center de Bordeaux-Cestas (France) et ses quatre International Advanced Technology Centers d'Atlanta (États-Unis), Istanbul (Turquie), Shanghai (Chine) et Mexico (Mexique). Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 940 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 230 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 165 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de la société repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société,
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables, d'interventions ponctuelles de maintenance et de support, et de formation), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile,

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont conformes au référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne et par l'IASB.

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2008 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 (information financière intermédiaire). Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, disponibles sur www.lectra.com.

Par ailleurs, le Groupe applique, à compter du 1^{er} janvier 2008, les interprétations IFRIC suivantes :

- IFRIC 11 : Actions propres et transactions intra-groupe ;
- IFRIC 14 : Limite des avantages économiques liés au surfinancement du régime des obligations de financement minimum.

Le Groupe estime que l'application de ces normes n'a pas eu d'incidence significative sur ses comptes. A l'exclusion de ces nouvelles applications, il n'y a pas eu de modifications des règles et méthodes comptables.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2008 traduits à cours de change 2007, comparés aux données réelles 2007. L'impact de la consolidation de la filiale indienne étant en effet non significatif, l'essentiel des ventes sur ce pays demeurant en 2008 facturé par la société mère Lectra S.A., seul l'effet des variations des cours de change est pris en compte dans les calculs à données comparables.

Estimations et jugements comptables déterminants

Conformément aux normes IFRS, la préparation des états financiers nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés. Aucune modification significative n'est intervenue depuis le 31 décembre 2007 dans les estimations que la Direction du Groupe a retenues.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et de développement

La faisabilité technique des logiciels et des équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites-pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de recherche et de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Il convient de préciser que le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentées en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement des programmes de recherche et de développement.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts et dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie.

La mise en place du prêt bancaire à moyen terme pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions réalisée au cours de l'exercice 2007 s'est accompagnée de deux contrats de swaps de taux visant à convertir le taux variable du prêt en taux fixe.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2008, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 26 sociétés consolidées par intégration globale.

La filiale indienne, créée en septembre 2007 mais sans activité avant 2008, est désormais consolidée. Son chiffre d'affaires est non significatif, l'essentiel des ventes sur ce pays demeurant en 2008 facturé par la société mère Lectra SA. Il n'y a pas eu d'autre variation du périmètre au cours des neuf premiers mois de 2008 par rapport à 2007. Il n'y en avait eu aucune en 2007.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Ainsi, au 30 septembre 2008, le montant total de leur chiffre d'affaires est de € 1,1 million, la valeur totale de leur bilan de €2,1 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) de zéro.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2008		2007	Variation 2008/2007	
	Réel	A cours de change 2007	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	48 131	49 527	52 281	-8%	-5%
Coût des ventes	(16 438)	(16 545)	(16 651)	-1%	-1%
Marge brute	31 693	32 982	35 630	-11%	-7%
(en % du chiffre d'affaires)	65,8%	66,6%	68,2%	-2,4 points	-1,6 point
Frais de recherche et de développement	(2 168)	(2 168)	(3 216)	-33%	-33%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 358)	(28 062)	(28 252)	-3%	-1%
Résultat opérationnel	2 167	2 752	4 162	-48%	-34%
(en % du chiffre d'affaires)	4,5%	5,6%	8,0%	-3,5 points	-2,4 points
Résultat avant impôts	1 300	1 885	2 924	-56%	-36%
Impôt sur le résultat	(62)	n/a	(556)	-89%	n/a
Résultat	1 238	n/a	2 368	-48%	n/a

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2008		2007	Variation 2008/2007	
	Réel	A cours de change 2007	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	150 899	156 899	156 457	-4%	0%
Coût des ventes	(51 745)	(52 147)	(49 931)	+4%	+4%
Marge brute	99 154	104 752	106 526	-7%	-2%
(en % du chiffre d'affaires)	65,7%	66,8%	68,1%	-2,4 points	-1,3 point
Frais de recherche et de développement	(8 009)	(8 009)	(10 430)	-23%	-23%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(86 055)	(88 777)	(88 524)	-3%	0%
Résultat opérationnel	5 090	7 966	7 572	-33%	+5%
(en % du chiffre d'affaires)	3,4%	5,1%	4,8%	-1,4 point	+0,3 point
Résultat avant impôts	1 983	4 859	5 928	-67%	-18%
Impôt sur le résultat	807	n/a	(1 095)	n/s	n/a
Résultat	2 790	n/a	4 833	-42%	n/a

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Analyse du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2008

Chiffre d'affaires par région géographique

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2008			2007			Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	28,2	59%	28,5	29,4	56%	-4%	-3%	
- France	5,4	11%	5,4	4,0	8%	+33%	+33%	
Amériques	8,8	18%	9,5	11,1	21%	-20%	-15%	
Asie - Pacifique	8,5	18%	8,9	9,4	18%	-9%	-5%	
Reste du monde	2,6	5%	2,7	2,4	5%	+9%	+12%	
Total	48,1	100%	49,5	52,3	100%	-8%	-5%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2008			2007			Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	14,1	29%	14,5	15,6	30%	-9%	-7%	
- nouvelles licences	6,7	14%	6,9	8,2	16%	-19%	-17%	
- contrats d'évolution logiciels	7,4	15%	7,6	7,3	14%	+1%	+4%	
Équipements de CFAO	13,7	28%	14,1	16,4	31%	-17%	-14%	
Maintenance hardware et services en ligne	9,5	20%	9,7	9,7	18%	-2%	+1%	
Pièces détachées et consommables	8,7	18%	9,0	8,5	16%	+2%	+6%	
Formation, conseil	2,0	4%	2,1	1,9	4%	+4%	+7%	
Divers	0,2	0%	0,2	0,3	1%	-32%	-30%	
Total	48,1	100%	49,5	52,3	100%	-8%	-5%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2008			2007			Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	22,6	47%	23,2	26,8	51%	-16%	-13%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	25,6	53%	26,3	25,5	49%	0%	+3%	
- contrats récurrents	16,5	34%	16,9	16,4	31%	+1%	+3%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	9,1	19%	9,4	9,1	18%	0%	+3%	
Total	48,1	100%	49,5	52,3	100%	-8%	-5%	

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisés sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Analyse du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2008

Chiffre d'affaires par région géographique

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2008			2007		Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	89,7	59%	90,4	89,6	57%	0%	+1%
- France	15,0	10%	15,0	12,5	8%	+20%	+20%
Amériques	26,2	17%	29,1	31,5	20%	-17%	-8%
Asie - Pacifique	26,7	18%	28,8	26,0	17%	+3%	+11%
Reste du monde	8,3	6%	8,6	9,3	6%	-10%	-7%
Total	150,9	100%	156,9	156,5	100%	-4%	0%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2008			2007		Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	43,9	29%	45,6	45,8	29%	-4%	-1%
- nouvelles licences	22,2	15%	23,1	24,3	16%	-9%	-5%
- contrats d'évolution logiciels	21,7	14%	22,5	21,5	14%	+1%	+5%
Équipements de CFAO	44,7	30%	46,7	47,9	31%	-7%	-2%
Maintenance hardware et services en ligne	28,2	19%	29,1	28,7	18%	-2%	+1%
Pièces détachées et consommables	27,2	18%	28,4	26,7	17%	+2%	+6%
Formation, conseil	6,2	4%	6,4	6,2	4%	+1%	+4%
Divers	0,7	0%	0,7	1,2	1%	-40%	-38%
Total	150,9	100%	156,9	156,5	100%	-4%	0%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2008			2007		Variation 2008/2007	
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	73,8	49%	76,9	79,5	51%	-7%	-3%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	77,1	51%	80,0	76,9	49%	0%	+4%
- contrats récurrents	48,4	32%	50,0	48,4	31%	0%	+3%
- autres revenus récurrents sur la base installée	28,7	19%	30,0	28,5	18%	0%	+5%
Total	150,9	100%	156,9	156,5	100%	-4%	0%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2008			2007		Variation 2008/2007		
	Réel	%	A cours de change 2007	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	44,2	60%	46,1	46,7	59%	-5%	-1%	
Automobile	14,4	20%	15,1	17,6	22%	-18%	-14%	
Ameublement	5,8	8%	5,9	7,9	10%	-26%	-25%	
Autres industries	9,3	13%	9,8	7,3	9%	+28%	+34%	
Total	73,8	100%	76,9	79,5	100%	-7%	-3%	

6. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE (NEUF MOIS 2008)

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	(5,9)	0,0	(5,9)
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(1,6)	0,0	(1,6)
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,1	0,0	0,1
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(0,9)	0,0	(0,9)
Variation de l'endettement	0,7	(0,7)	0,0
Effet de la variation des devises – divers	0,1	0,1	0,2
Variation de trésorerie de la période	(7,5)	(0,6)	(8,1)
Situation au 31 décembre 2007 (bilan)	10,9	(61,7)	(50,8)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(12,6)	12,6	0,0
Situation au 31 décembre 2007 (tableau des flux)	(1,7)	(49,1)	(50,8)
Situation au 30 septembre 2008 (bilan)	9,6	(68,4)	(58,8)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(18,7)	18,7	0,0
Situation au 30 septembre 2008 (tableau des flux)	(9,2)	(49,7)	(58,8)

(1) Par exercice d'options de souscription d'actions (cf. chapitre 3 du rapport).

(2) Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par les Assemblées Générales Ordinaires du 30 avril 2007 et du 30 avril 2008, au travers du contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale).

Le cash-flow libre au 30 septembre 2008 a été réduit par l'augmentation de € 10,9 millions du besoin en fonds de roulement au cours des neuf premiers mois de l'année.

Si les créances diminuent de € 9,5 millions et les stocks augmentent de € 1,8 million, la croissance du besoin en fonds de roulement provient de la variation de € 18,6 millions des autres actifs et passifs courants. L'essentiel de ce dernier montant s'explique par les éléments suivants :

- € 5,1 millions correspondent au crédit d'impôt recherche comptabilisé au cours des neuf premiers mois (celui-ci ne se traduit pas par un encaissement – cf. note 10.3 ci-après) ;
- € 8,4 millions correspondent à la diminution du poste fournisseurs, les réceptions matières du troisième trimestre 2008 ayant été sensiblement inférieures à celles du dernier trimestre 2007 ;
- € 2,0 millions correspondent aux paiements, au premier semestre 2008, de la partie variable des rémunérations liée aux performances 2007 et à la prime d'intéressement qui avaient été provisionnées dans les comptes au 31 décembre 2007 ;
- € 1,6 million correspondent au décaissement des éléments à caractère non récurrent : € 0,7 million d'honoraires liés au litige en cours avec Induyco et € 0,9 million relatif au paiement de la charge à caractère non récurrent enregistrée dans les comptes 2007 à la suite du jugement défavorable à la société en Espagne concernant le licenciement de salariés dans le cadre de la restructuration initiée fin 2005 et autorisée par l'administration espagnole des affaires sociales.

7. LITIGE EN COURS

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI) est toujours en cours. Cette procédure est relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas dont la situation a, entre autres, contraint Lectra à constater au titre de 2005 une dépréciation de l'écart d'acquisition de € 11,9 millions. Les parties sont convenues dans le contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004 que le jugement du tribunal arbitral serait définitif.

Les dernières audiences devant le tribunal arbitral ont eu lieu en novembre 2007. Le Tribunal a informé les parties le 10 octobre 2008 qu'il prévoit de conclure ses délibérations au début du mois de novembre et de soumettre à la Cour internationale d'arbitrage de la CCI son projet de sentence en décembre. Le Tribunal a précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

Selon les procédures de la CCI, la Cour internationale d'arbitrage doit ensuite revoir et approuver le projet de sentence avant que celle-ci ne soit notifiée aux parties. Compte tenu des informations reçues du Tribunal, la société prévoit que la sentence arbitrale devrait être rendue et communiquée aux parties au plus tôt fin décembre 2008, et plus vraisemblablement au premier trimestre 2009.

Compte tenu des réclamations de Lectra en cours, Induyco lui a fourni en 2006 des garanties bancaires à première demande d'un montant total de € 17,2 millions. Le montant total de cette garantie ne préjuge pas du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage.

Le montant total des honoraires et frais d'avocats et d'experts, des coûts de procédure arbitrale et autres frais engagés par Lectra au cours des neuf premiers mois de 2008 est de € 0,4 million. Ce montant s'ajoute à celui de € 5,2 millions déjà comptabilisé dans les actifs courants du bilan au 31 décembre 2007, portant à € 5,6 millions le montant de ce poste au 30 septembre 2008 et à € 9,8 millions le montant total des honoraires, frais et coûts engagés depuis le début de la procédure, entièrement payés (€ 4,2 millions ont été reconnus en charges d'exploitation dans les comptes de 2005 et 2006). Lectra n'envisage pas de coûts additionnels importants jusqu'à ce que la sentence arbitrale soit rendue. Le montant total des actifs courants comptabilisés au bilan sera déduit du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage.

8. RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 avril 2008 a suivi les recommandations du Conseil d'Administration et décidé de réduire le capital social par diminution de la valeur nominale des actions pour la ramener de € 1,50 à € 0,97 et d'imputer le montant correspondant sur le report à nouveau négatif de la société mère, Lectra S.A., résultant du traitement comptable de l'offre publique de rachat d'actions réalisée en mai 2007.

Cette réduction de capital a été réalisée par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 30 avril, à l'issue de l'Assemblée. Le montant de la réduction du capital a été de € 15 102 622,42 et le capital social au 30 avril 2008 ramené à € 27 640 648,58 composé de 28 495 514 actions d'une valeur de € 0,97.

A l'issue de cette opération, le report à nouveau se trouve ramené d'un montant négatif de € 15,1 millions au 31 décembre 2007 après affectation du résultat 2007, à un montant proche de zéro, avant imputation des résultats 2008.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du programme de rachat par la société de ses propres actions autorisé par les Assemblées Générales Ordinaires du 30 avril 2007 et du 30 avril 2008, la société a, au cours des neuf premiers mois de 2008 acheté 253 244 actions et vendu 39 593 actions aux cours moyens respectifs de € 4,07 et € 3,64 dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris). La société n'a procédé à aucun achat ni aucune vente en dehors du contrat de liquidité.

En conséquence, au 30 septembre 2008, elle détenait 314 948 (soit 1,1 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 4,37, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

10.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions

L'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 a été financée par endettement bancaire à moyen terme de € 48 millions auprès de Société Générale et Natixis.

Ce prêt est remboursable en huit échéances semestrielles à compter du 30 juin 2010 – les deux premières de € 3,8 millions, les quatre suivantes de € 5,3 millions et les deux dernières de € 9,6 millions (les 30 juin et 31 décembre 2013). Une accélération des remboursements est prévue en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible, à caractère exceptionnel sur la première période de trois ans, ou liée aux opérations au-delà de cette période.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée du prêt, à respecter, le 31 décembre de chaque année (*covenants*), un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second ratio entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*).

Les ratios à respecter jusqu'au terme de la durée de ce prêt sont les suivants :

	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Leverage	< 2,3	< 2,1	< 1,9	< 1,7	< 1,7
Gearing	< 1,7	< 1,4	< 1,2	< 1	< 1

Le ratio de *leverage* n'a pas été respecté au 31 décembre 2007 compte tenu principalement de la dégradation du besoin en fonds de roulement qui s'est traduite par une augmentation provisoire de l'endettement financier net de la société. Les banques prêteuses ont donné leur accord sur le non-respect de ce covenant au 31 décembre 2007.

Compte tenu du niveau de trésorerie dégagée par l'activité résultant du contexte macroéconomique, du décalage d'encaissement au titre du crédit d'impôt recherche, et d'une parité euro / dollar particulièrement défavorable depuis le 1^{er} janvier 2008, la société anticipe que les ratios de *leverage* et de *gearing* au 31 décembre 2008 ne seront vraisemblablement pas respectés. La société a récemment contacté les banques prêteuses en vue de conclure un accord aux termes duquel ces dernières renonceraient à se prévaloir du non-respect de ces *covenants*.

Les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde du prêt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est engagée à proposer chaque année à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice précédent de limiter la distribution de dividendes à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué – ce qui a été le cas pour l'exercice 2007 – la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures).

L'emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor à trois mois majoré de 1 % l'an (cette marge pouvant selon certaines conditions être abaissée à 0,70 %). Comme indiqué en note 2, la société a couvert son exposition au risque de taux en convertissant ce taux variable en taux fixe, à travers deux contrats de swap de taux. Le taux effectif global est de 5,725 % l'an (dans l'hypothèse d'une marge de 1 % l'an).

10.2 Liquidité

Le tableau ci-dessous résume la trésorerie disponible, les lignes de crédit de trésorerie confirmées et l'endettement du groupe au 30 septembre 2008 :

(en milliers d'euros)	Limites	Utilisations	Montants disponibles
Lignes de trésorerie confirmées			
- Jusqu'au 31 mars 2009	8 000	0	8 000
- Jusqu'au 18 juillet 2009	6 000	5 300	700
- Jusqu'au 31 juillet 2010	15 000	13 400	1 600
Total (1)	29 000	18 700	10 300
Emprunt bancaire	48 000	48 000	0
Avances remboursables ne portant pas intérêt	1 668	1 668	0
Total dettes financières	78 668	68 368	10 300
Trésorerie disponible			9 558
Total	78 668	68 368	19 858

(1) Hors intérêts courus de € 23 milliers au 30 septembre 2008

Du fait de sa trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose, au 30 septembre 2008, de € 19,8 millions pour assurer sa liquidité.

10.3 Crédit d'impôt recherche

Par ailleurs, les crédits d'impôt recherche en France comptabilisés depuis 2005 n'ont pas pu être imputés en totalité sur l'impôt sur le résultat de la société mère, Lectra SA. Il en est de même pour les montants comptabilisés au cours des neuf premiers mois de 2008. En conséquence, en attendant le remboursement par les services fiscaux français de ces crédits d'impôt, au plus tard 3 ans après leur comptabilisation, le cash-flow libre est amputé des montants correspondants. La société dispose ainsi, au 30 septembre 2008, d'une créance certaine sur l'Etat français d'un montant total de € 13,1 millions, qui devrait être légèrement supérieur à € 14,0 millions au 31 décembre 2008. L'échéancier de remboursement de ce montant par le Trésor Public français à la société, dans le cas de figure où ces crédits d'impôt ne pourraient être préalablement imputés sur l'impôt à payer, serait de € 0,3 million en 2008, € 1,4 million en 2009, € 3,2 millions en 2010, € 3,4 millions en 2011 et environ € 6,2 millions en 2012.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué aux chapitres 2 et 10, la société a couvert son exposition au risque de taux du prêt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable du prêt en taux fixe, à travers deux contrats de swaps de taux pour un montant de € 42 millions. La couverture du risque de taux a été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant du prêt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles. Ces swaps répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 septembre 2008 est négative de € 0,4 million. Ces swaps sont considérés comme efficaces (leur valeur couvrant près de 90 % du montant du risque) et l'intégralité de ce montant est donc comptabilisée en capitaux propres.

12. RISQUE DE CHANGE

Au 30 septembre 2008, les instruments financiers de couverture des risques de change sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 6,5 millions. L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2007.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité € / \$

La société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain pour les neuf premiers mois 2008, estimée à environ \$ 50 millions, le coût d'une telle opération ayant été jugé prohibitif. Profitant du redressement du dollar après la clôture du trimestre, elle a couvert le 10 octobre son exposition nette estimée pour le quatrième trimestre 2008, par des ventes de devises à terme sur la base d'une parité de \$ 1,36 / € 1. En revanche, elle n'a pas couvert son exposition pour 2009, le coût d'une telle opération étant jusqu'à ce jour jugé prohibitif.

En prenant comme hypothèse que la parité euro / dollar demeure jusqu'au 31 décembre à son niveau du 28 octobre 2008 (\$ 1,25 / € 1), le cours moyen de l'exercice 2008 serait de \$ 1,46 / € 1.

Sur une base annuelle, une variation de l'euro par rapport au dollar \$ 0,05 / € 1 par rapport à cette parité moyenne de \$ 1,46 / € 1 se traduirait par une augmentation (baisse de l'euro) ou une diminution (hausse de l'euro) de € 2,2 millions du chiffre d'affaires et de € 1,1 million du résultat opérationnel. Ainsi, à titre d'illustration, un cours de change moyen du dollar de \$ 1,25 / € 1 se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel de € 9,2 millions et du résultat opérationnel de € 4,6 millions.

13. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

Le résultat net par action sur capital dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital de base augmenté des options qui auraient pu être exercées compte tenu de la moyenne des cours de Bourse de l'action au cours de la période. Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Toutes les options ayant un prix d'exercice inférieur au cours de bourse, le nombre d'actions utilisé pour calculer le résultat par action dilué est identique à celui du calcul du résultat de base. Le résultat net par action sur résultat dilué est donc identique à celui sur résultat de base.

14. RÉSULTAT DU CONTROLE FISCAL PORTANT SUR LES EXERCICES 2005, 2006 ET 2007 DE LECTRA SA

La société mère Lectra SA a fait l'objet en 2008 d'un contrôle de l'administration fiscale portant sur les années 2005, 2006 et 2007. La Direction Générale des Impôts a notifié à la société, le 3 octobre, que ce contrôle s'est achevé et a été conclu sans rectification.